

25 février 2019

Aux membres du conseil d'administration de l'ITIE,

Objet: Options de modification de l'exigence 2.4 concernant les informations à fournir sur les contrats

Nous vous écrivons pour exhorter le conseil d'administration de l'ITIE à renforcer la norme ITIE en exigeant la publication de contrats et de licences qui fournissent les conditions relatives à l'exploitation des ressources de gaz, de pétrole et minérales. Les contrats et les licences sont des documents d'une importance cruciale et au cœur de plusieurs questions importantes couvrant l'intégralité de l'ITIE, notamment les droits d'exploration et de production; les taxes, transferts et autres paiements; les infrastructures et accords de troc; et les dépenses sociales.

Au cours des six années écoulées depuis que la norme ITIE a été modifiée pour « encourager » la divulgation des contrats par les pays membres, le monde a changé. Selon le Fonds monétaire international, la publication des contrats est désormais devenue une norme internationale, en même temps que la divulgation des revenus au niveau des projets. La divulgation des contrats est requise pour les clients des industries extractives de la Société financière internationale de la Banque mondiale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, ainsi que pour les clients du secteur pétrolier de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Elle a également été approuvée par les Nations Unies, l'Association internationale du barreau, le B-Team, l'OCDE et le Conseil international des mines et métaux (ICMM).

L'adoption au sein de la communauté ITIE de cette pratique a été forte. 31 des 51 pays mettant en œuvre l'ITIE ont déjà divulgué des contrats et 24 ont des lois exigeant la divulgation. Dans le secteur privé, au moins 16 entreprises soutenant l'ITIE ont fait des déclarations en faveur de la divulgation des contrats. Cela comprend sept des dix entreprises du secteur de l'industrie extractive siégeant au conseil d'administration de l'ITIE.

La norme ITIE doit suivre le rythme des pratiques de pointe de ses membres et des normes mondiales. Si la norme ITIE ne change pas avec le temps, cela menacerait la crédibilité de l'ITIE en tant qu'initiative de gouvernance et la crédibilité des organisations qui la soutiennent et la promeuvent.

Nous recommandons donc vivement au Conseil de l'ITIE de protéger le leadership et la réputation de l'ITIE au niveau mondial en renforçant la norme pour exiger la divulgation des contrats.

Cordialement,

Coalitions mondiales:

Publiez Ce Que Vous Payez

Transparency International

Autres organisations:

ACADHOSHA - Democratic Republic of Congo Acción

Ciudadana - Guatemala

ACIDH – RDC

ACOMB – Togo

Action Collective Contre la Pauvreté - Togo

Action Des Journalistes Sur Les Mines Au Burkina Faso – Burkina Faso

Action Mines Guinée - Guinée

Action pour la Défense des Droits Humains (ADDH) - Democratic Republic of Congo

ADREMGUI - Guinée

Africa Center for Energy Policy - Ghana

Akad Cultural Institute - Iraq

Alliance pour la Promotion des Energies Renouvelables - Tunisia

Amis de la Justice - Democratic Republic of Congo

ASADHO-KAT - Democratic Republic of Congo

ASPRODDEL - Senegal

Association Tunisienne de l'Environnement et de la Nature de Gabes - Tunisia

Bantay Kita - Philippines

BZBT - Mongolia

Canadians for Tax Fairness - Canada

CartoCrítica - Mexico

Centre Africa Obota - Togo

Centre d'Action pour le Développement Social - Côte d'Ivoire

Centre du Commerce International pour le Développement-CECIDE - Guinée

Centre for International Corporate Tax Accountability & Research (CICTAR) - Australia

Centre Pour L'information Environnementale et le Developpement Durable – Central African Republic

Centro de Integridade Publica (CIP) – Mozambique

Centro Terra Viva - Mozambique

Civil Society Platform on Oil and Gas - Ghana

Clean Trade – UK

Coalition Guineenne Des Femmes Pour Les Mines Et Le Developpement Durable - Guinée

Coligacao Civica Sobre A Industrias Extractiva (CCIE) - Mozambique

Columbia Center on Sustainable Development – Global Community Development Interest - Timore Leste

Conselho Cristao de Mozambique – Mozambique

CooperAccion - Peru

Crude Accountability - USA
Crudo Transparente – Colombia
Democracy Monitor - Azerbaijan
DixiGroup - Ukraine
Dynamique des femmes des mines (DYFEM) - Democratic Republic of Congo
EG Justice - Equatorial Guinea
EITI Azerbaijan NGO Coalition - Azerbaijan
Engineers Without Borders Canada - Canada
Environics Trust - India
ETADEP - Timore Leste
Feto Hadomi Familia - Timore Leste
Foro Nacional por Colombia - Colombia
Friends of the Earth France - France
Fundación Jubileo – Bolivia
Fundar, Centro de Análisis e Investigación - Mexico
Fundasaun Baloos - Timore Leste
Global Witness - Global
Goa Foundation - India
Haberan Institute - Timore Leste
Haburas Foundation - Timore Leste
HAK - Timore Leste
HakiRasilimali - Tanzania
HDC "Tree of Life" - Kyrgyzstan
Human and Environmental Development Agenda – Nigeria
I WATCH - Tunisia
Instituto Mexicano para la Competitividad, A.C. (IMCO) - México
Interpares - Canada
Jeunesse du Monde – Democratic Republic of Congo
Justice Pour Tous - Democratic Republic of Congo
Kdadalak Sulimutuk Institute - Timore Leste
KEOH – Senegal
KUWUKA JDA - Mozambique
L'Association Tunisienne de Droit du Développement (ATDD) - Tunisia
La'o Hamutuk – Timore Leste
Lebanese Oil and Gas Initiative - Lebanon
Ligue des consommateurs du Togo - Togo
Lumiere Synergie pour le Developpement - Senegal
Luta Hamutuk - Timore Leste
Maison des Mines du Kivu - Democratic Republic of Congo
Mata Dalan Institute - Timore Leste
Media Bureau of Investigative Journalism - Kyrgyzstan
Médias ressources naturelles et droits des communautés-Guinée
(MERCOS GUINEE) - Guinée

Mesa Colombia - Colombia
México Evalúa - México
Mining Watch Canada - Canada
Mongolian Association for Conservation Nature and the Environment - Mongolia
Myanmar Alliance for Transparency and Accountability (MATA) - Myanmar
Naryn Municioal Resource Centre – Kyrgyzstan
Network of Eco Journalists - Mongolia
NGO Liberty – Kazakhstan
Observatoire d'Etudes et d'Appui à la Responsabilité Sociétale et Environnementale –
Democratic Republic of Congo
OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS
ECONOMIQUES(OLUCOME) – Burundi
Observatoire Gouvernance et Paix - Democratic Republic of Congo
Observatoire pour la Bonne Gouvernance du Secteur Extractif en Côte d'Ivoire - Côte d'Ivoire
Ombudsman Energía México - Mexico
One - Global Open Contracting Partnership – Global
Open Oil – Global Organisation
Afriquevision.info ORJEDEC (Organisation Jeunesse pour le Développement Communautaire) -
Togo
PAFED - TOGO
Partenia 2000 - France
Penplusbytes - Ghana
Permatil - Timore Leste
PFM Network - Ghana
Public Administration New Initiative - Mongolia
Public association Echo - Kazakhstan
Radio Espace Fm - Guinée
Recherches, Conseils et Réseaux pour le Développement - Togo
REFED/S – Togo
Réseau National de la Société Civile pour l'environnement et le Développement Durable
(RENASCEDD) - Guinée
Resource Matters - Belgium RHTO - Timore Leste
Rights and Accountability in Development (RAID) – United Kingdom
RRN - Democratic Republic of Congo
SDN - Nigeria
SEKELEKANI - Mozambique
Sherpa - France
Social Survey Timore Leste – Timore Leste
SOMASI NTB - Indonesia
Sos-Développement - Togo
Steps Without Borders - Mongolia
SWISSAID - Switzerland
Tax Justice Network - United Kingdom

The Andrew Lees Trust UK - Madagascar

The Carter Center - Global

Transparent Governance – Azerbaijan

Wacam – Ghana

Women Environmental Programme - Togo